



Revue de Presse

9 Juillet 2015

La plupart des journaux de ce jour ont prêté une attention particulière au limogeage de Rabary Njaka Henri, directeur de cabinet de la Présidence. La décision, prise lors du conseil des ministres, est diversement interprétée par la presse. La nouvelle sur la nomination du président du nouveau Conseil d'administration de la compagnie Air Madagascar ainsi que les autres membres de ce Conseil a également été largement relayée.

Politique Interne

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE : LE DIRECTEUR DE CABINET LIMOGE

Six jours après sa démission du Conseil d'administration d'Air Madagascar, Henry Rabary Njaka est limogé de son poste de directeur de cabinet de la Présidence. Selon les constats dressés par Midi Madagasikara : soit le Président a fait montre de sa capacité d'écoute pour désamorcer les foyers de tensions, soit il a cédé aux pressions des grévistes. De l'avis de l'Express de Madagascar, il a sacrifié l'un de ses plus proches collaborateurs pour apaiser les tensions. Cette décision a été prise pour désamorcer la bombe syndicale, constate Ma-Laza. De l'avis de Rado Rabarilala, président du syndicat du personnel d'Air Madagascar, une étape a été franchie mais le but est d'arriver à changer les mauvaises pratiques et non seulement de changer de dirigeants. Toutefois selon l'éditorial de les Nouvelles, sacrifier Henry Rabary Njaka pour sauver la compagnie nationale aérienne, en chute libre, s'apparentait à une mesure incontournable. La réaction de l'Observateur est plutôt surprenante, le journaliste a débuté son article par des cris de joie comme « le wouah ! et hourrah ! » le contenu de l'article décrit de manière négative la personne concernée. Même refrain chez Madagascar Matin qui a dit adieu à l'ancien directeur de cabinet dans sa une. A part cela, le journal a mis en exergue (en gros caractère), toujours dans sa une, qu'il reste le départ des autres trois ministres, « Henry Rabary Njaka est déjà viré ». La question posée par La Gazette de la Grande Ile est toute autre, elle demande pourquoi le DG de l'Aviation Civile de Madagascar reste à son siège alors que son départ est capital, d'après les agents d'Air Madagascar recueillis par le journal. (Midi Madagasikara p.13, Ma-Laza p.2, Les Nouvelles p.3, L'Express de Madagascar p.3, L'Observateur p.3, La Gazette de la Grande Ile p.2, Madagascar Matin p.3)

RENCONTRE ENTRE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET L'ARMADA

Les représentants de l'ARMADA ont tenu une conférence de presse pour rendre compte de leur rencontre avec le Président de la République. Une rencontre, à l'initiative du Président, qui a pour objet de formuler la proposition de pacte de responsabilité venant de l'équipe d'Ambodivona. L'ARMADA a surtout suggéré de maintenir les institutions issues des élections, de fixer la majorité à l'Assemblée nationale qui va présenter le premier ministre et surtout d'instituer un gouvernement représentatif des forces politiques à l'Assemblée nationale. Mais selon les remarques de l'Express de Madagascar, les réponses du chef de l'Etat ont quelque peu refroidi l'enthousiasme de ces représentants de l'alliance d'Ambodivona. Le Président de la République a fait savoir qu' « il ne songeait pas encore à dissoudre la chambre basse et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





qu'il ne serait pas enclin à procéder à un changement de gouvernement. » (L'Express de Madagascar p.5, Ma-Laza p.3, Les Nouvelles p.3) Or le gouvernement Ravelonarivo est à dissoudre, titre la Gazette de la Grande Ile. (Midi Madagasikara p.13, Ma-Laza p.2)

RESTRUCTURATION AU SEIN DU MINISTÈRE DE LA POPULATION ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

La ministre a expliqué que la restructuration a pour but de recentrer les activités du ministère sur ses 3 missions : la population, la protection sociale et la promotion de la femme. Elle a en effet remanié l'organigramme de son département au niveau central et régional. Un remaniement qui a vu la réduction du nombre des directions. Le journal l'Express de Madagascar traduit cette réduction comme « un cyclone », or cela n'aura pas d'impact sur le nombre de fonctionnaires travaillant au sein de ce ministère, indique l'Observateur. (Midi Madagasikara p.13, L'Observateur p.4, L'Express de Madagascar p.8)

RAVALOMANANA – RAJAONARIMPIANINA EN VISITE A FIANARANTSOA LE VENDREDI
Tia Tanindrazana est le seul journal qui a rapporté dans sa colonne que l'actuel Président de la République et le président du TIM feront une descente à Fianarantsoa demain 10 juillet. Le premier pour inaugurer le gymnase d'Ampasambazaha renouvelé et le deuxième pour effectuer le congrès régional de son parti. Le journal a insisté sur le caractère compétitif de cette coïncidente visite. (Tia Tanindrazana p.3)

Opinions sur la conjoncture politique actuelle

DR JULES ANDRIAMAHOLISON EST POUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

L'ancien député a constaté qu'après les motions de déchéance et de censure introduites par les députés contre l'Exécutif, il est désormais difficile de concilier les deux institutions. Tant que le dialogue est interrompu et la négociation ne suit plus son cours, il est difficile de croire que les deux parties vont parvenir à établir un accord commun. Donc, lui de conclure que la solution la plus adéquate est de dissoudre l'Assemblée nationale après la tenue des communales. (Ma-Laza p.3, La Gazette de la Grande Ile p.2)

JAMES RATSIMBA SE DIT CONTRE UNE NOUVELLE FORME DE NEOCOLONIALISME

Selon les opinions exprimées par James Ratsimba du parti Fihavanantsika à l'issue d'une conférence de presse qu'il a donnée, l'évolution de la situation actuelle reflète une nouvelle forme de néocolonialisme. Il fait référence au cas des îles éparses, les grèves des employés d'Air Madagascar et des domaines ainsi que les difficultés rencontrées par l'Etat pour affronter ces différentes situations. Mais d'après le journal Ma-Laza, le président du Fihavanantsika, a ajouté que Madagascar, à 55 ans d'indépendance, restait toujours sous la domination étrangère, dont la France. Ce pays continue d'avoir la mainmise dans les domaines d'activités politiques et économiques de Madagascar. (Midi Madagasikara p.15, La Gazette de la Grande Ile p.2, Ma-Laza p.2, Tia Tanindrazana p.2, Takoritsika p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Elections communales

CENIT : 15 MILLIARDS D'ARIARY DISPONIBLES

Une formation des formateurs, qui dure trois jours, se déroule depuis hier à la CENIT à Alarobia. Les membres des CRMV (Commissions de Recensement Matériel des Votes) participent à cette formation. A l'issue de la formation, ils vont à leur tour former les membres de démembrement de la Commission électorale répartis dans les régions. Durant son allocution, le président de la CENIT tient à informer qu'une enveloppe de 15 milliards d'ariary est disponible pour couvrir les opérations électorales. (Midi Madagasikara, p.15) La préfecture de la Police d'Antananarivo a réuni les candidats ou leurs représentants à la mairie de la capitale afin de clarifier les règles de jeu à respecter durant la campagne électorale qui débutera le 16 juillet prochain. Elle a surtout mis l'accent sur l'organisation des réunions publiques non autorisées qui pourra entraîner la disqualification des candidats. (Midi Madagasikara p.15, La Gazette de la Grande Ile p.3)

Economie

AIR MADAGASCAR : ALAIN RAJAobelina NOMME PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires de la compagnie nationale, l'économiste Léon Rajaobelina a été nommé à la tête du nouveau conseil d'Administration. Il fait partie du cercle des proches collaborateurs du Président de la République et dispose d'une expérience avérée en matière de finances. Si Midi Madagasikara trouve que cette nomination est une bonne nouvelle qui devrait conduire vers le dénouement de la crise, l'Express de Madagascar pense que c'est du pareil au même, le journal n'a constaté de grand changement. Dans son éditorial, le journal se demande si les nouveaux membres connaissent vraiment le secteur du transport aérien, se référant ainsi à l'article 22 du décret d'application de la loi sur les sociétés commerciales à participation publique, puisqu'ils sont davantage connus pour leur technicité. Parallèlement à cela, le Conseil d'administration a pris acte de la démission du directeur général Haja Raelison. Une autre revendication des employés grévistes qui a été satisfaite. (Midi Madagasikara p.2, L'Express de Madagascar p.5, Madagascar Matin p.3) Selon les remarques de la Gazette de la Grande Ile, en prenant la tête de la compagnie aérienne, Léon Rajaobelina est en train d'étendre la sphère d'influence de la famille Rainizafimanga (des Tsimiamboholahy, descendants d'Andafiavaratra) et aussi de verrouiller le monde des finances car les membres de sa famille se sont succédé à la tête de la Banque centrale et du Trésor public. (La Gazette de la Grande Ile p.3)

LA HCC ET LE CONSEIL D'ETAT REJETTENT LES REQUETES DEPOSEES PAR LES SYNDICATS DU PERSONNEL D'AIR MADAGASCAR ET DES DOMAINES

La HCC a rejeté les requêtes déposées par le syndicat des employés d'Air Madagascar le 3 juillet dernier pour la raison que les syndicats et délégués du personnel, personnes morales et physiques de droit privé, ne font pas partie des autorités habilitées à saisir directement la HCC. Il en est de même pour la requête d'une vingtaine d'employés des Domaines. Le Conseil d'Etat a rejeté le recours en annulation assorti d'une demande de sursis à exécution de l'arrêté portant réquisition pris par le ministre de tutelle. (Midi Madagasikara p.14)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES EN COURS D'ELABORATION

Le ministère des Finances table actuellement sur l'élaboration de la loi de finances rectificatives qui sera présentée à la prochaine rentrée parlementaire au mois d'octobre. Elle sera principalement axée sur l'augmentation des recettes publiques. Examiné par le conseil des ministres la semaine dernière, ce projet de loi est en effet indispensable pour espérer obtenir les financements extérieurs. Les bailleurs de fonds attendent beaucoup de la sortie de ce projet avant de décider des allocations à octroyer pour le pays. Les opérateurs craignent déjà la reprise du harcèlement fiscal car l'administration va chercher tous les moyens pour renflouer sa caisse, selon les remarques de Midi Madagasikara. (Midi Madagasikara p.2, La Gazette de la Grande Ile p.5)

Société

DISTRIBUTION DE LOGEMENTS : UNE MENACE DE DELOGEMENT DES ETUDIANTS TANANARIVIENS DANS LES PROVINCES

Le CROUA (Centre Régional des Œuvres universitaires) a rappelé que les critères d'attribution de logement aux étudiants reposent sur la proportionnalité, la performance et les résultats obtenus par les étudiants. Mais les étudiants issus des régions ne le voient pas de cet œil puisqu'ils se sentaient écartés et le critère d'éloignement n'était pas pris en compte. De ce fait, ils cherchent à négocier avec les responsables de la CROUA. En l'absence de terrain d'entente, ils projettent d'entreprendre des actions qui pourront provoquer des tensions dans les cités universitaires. (Midi Madagasikara p.5) De l'avis du La Gazette de la Grande Ile, le CROUA devraient agir dans la plus grande transparence pour faire face à la demande des étudiants. Ces derniers interprètent les nouveaux critères comme des critères tribaux et ethniques. (La Gazette de la Grande Ile p.5)

L'ALLIANCE DES FEDERATIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES (AFOS) DE MADAGASCAR SE DIT POUR LE DIALOGUE

L'AFOS rappelle que le droit de grève est légal. Lors de la réunion qu'elle a tenue hier, elle réclame le changement des pratiques au sein des sociétés d'Etat et le respect des droits syndicaux. Dans ce cas, il est pour l'alliance nécessaire d'instaurer un dialogue social afin d'élucider la question sur les problèmes rencontrés lors des différentes manifestations syndicales. (Midi Madagasikara p.15, Ma-Laza p.3, L'Observateur p.2, La Gazette de la Grande Ile p.5, Madagascar Matin p.2)

FRAIS DE TRANSPORT EN COMMUN : PAS DE HAUSSE, SELON L'UCTU

L'ultimatum lancé par l'Union des coopératives de transport urbain a pris fin hier. La décision d'augmenter les frais de transport n'a pas été effective. Les négociations auprès de l'Etat continuent. (Midi Madagasikara p.4)



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour

Les Nouvelles p.2



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

